



Une embellie sur le front de l'emploi et des créations d'entreprises

Au quatrième trimestre 2018, l'emploi salarié progresse légèrement de 0,2 % en Normandie, après un fléchissement de même ampleur au précédent trimestre (-0,2 %). Cette amélioration, associée à une diminution du nombre des demandeurs d'emploi, conduit à un recul du chômage de 0,3 point dans la région. Les créations d'entreprises accélèrent, en particulier hors micro-entreprises. L'activité dans la construction de logements et de locaux s'améliore. Le recul des mises en chantier de logements s'atténue et les autorisations repartent. Pour les locaux professionnels, les mises en chantier comme les autorisations sont en hausse dans la région. Dans l'hôtellerie, les nuitées restent dynamiques, en dépit d'un léger ralentissement.

Laura Le Mains, Étienne Silvestre (Insee Normandie)

Rédaction achevée le 1^{er} avril 2019

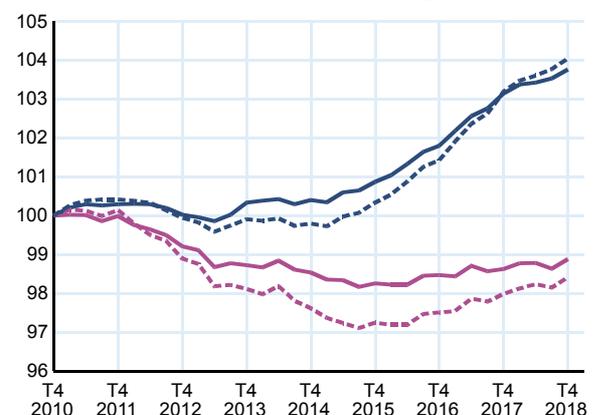
L'emploi salarié progresse dans tous les secteurs d'activités

Au quatrième trimestre 2018, la Normandie compte près de 1 160 000 emplois salariés, dont 24 % d'emplois publics. Par rapport au trimestre précédent, l'emploi salarié progresse de 0,2 %, en Normandie comme au niveau national (*figure 1*). Avec une hausse de 0,3 % dans la région, le secteur privé contribue fortement à la croissance de l'emploi salarié (plus de 2 400 emplois supplémentaires). Le secteur public, dont l'emploi salarié augmente de 0,2 %, engendre plus de 400 emplois supplémentaires. Contrairement au trimestre précédent, la dynamique de l'emploi salarié est positive dans tous les grands secteurs d'activités (*figure 2*). Le tertiaire marchand hors intérim représente près de la moitié de la hausse de l'emploi salarié normand (plus de 1 300 emplois supplémentaires ; +0,3 %). Après un trimestre de baisse, l'emploi salarié industriel repart (plus de 600 emplois supplémentaires ; +0,3 %). Le tertiaire non marchand, après avoir accusé de fortes pertes, gagne 460 emplois ce trimestre (+0,1 %). Une telle hausse n'était pas intervenue depuis fin 2015. Depuis mi-2018, l'emploi salarié dans la construction et l'agriculture continue de progresser (respectivement +0,4 % et +0,7 %). Enfin, l'emploi intérimaire augmente légèrement après deux trimestres de baisse (+80 emplois), tandis qu'il diminue au niveau national (*figure 3*).

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Normandie
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Normandie
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

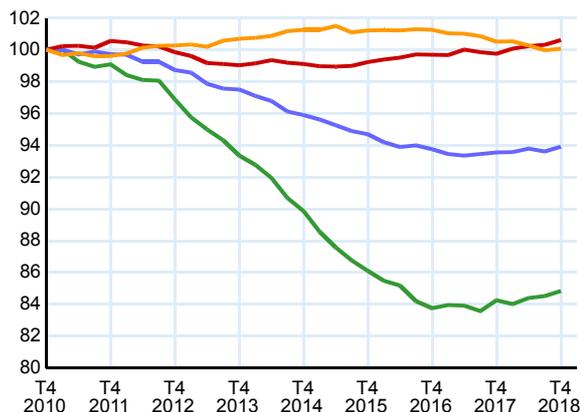
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Normandie

- Construction
- Industrie
- Tertiaire marchand hors intérim
- Tertiaire non marchand

indice base 100 au 4^e trimestre 2010

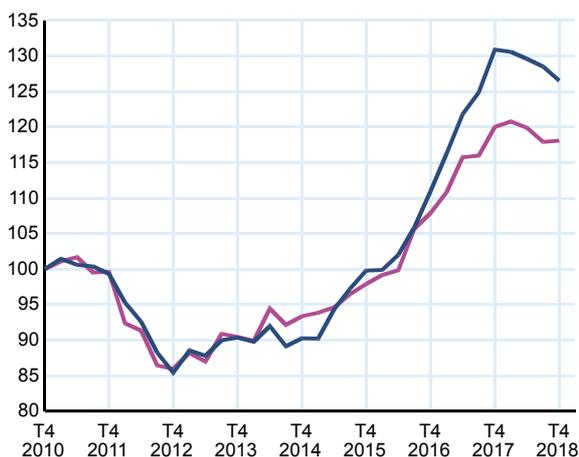


Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution de l'emploi intérimaire

- Normandie
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

AVERTISSEMENT

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

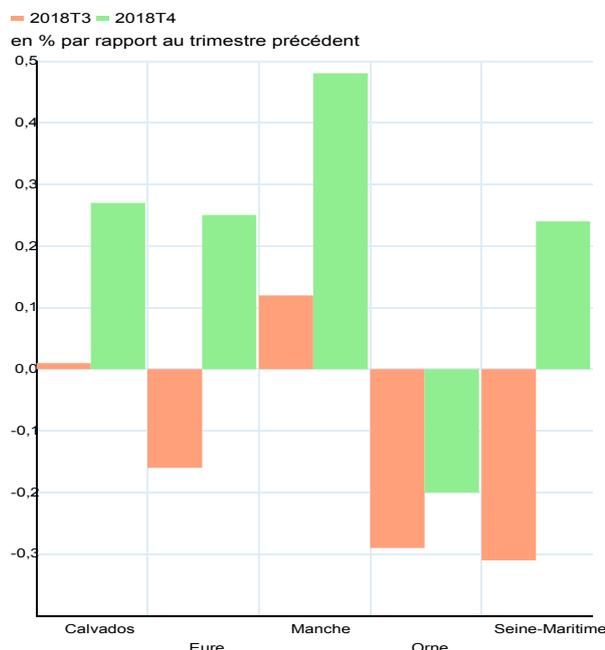
Amélioration sur le front de l'emploi dans tous les départements normands, excepté dans l'Orne

Parmi les départements normands, seul l'Orne perd des emplois ce trimestre (*figure 4*). Cette baisse, de 0,2 %, perdure depuis trois trimestres. Elle est essentiellement due à une diminution de l'emploi tertiaire, marchand comme non marchand.

Malgré une baisse de l'intérim (-0,9 %), le département de la Seine-Maritime est le plus contributif à la hausse régionale (plus de 1 100 emplois supplémentaires ; +0,2 %), notamment grâce au dynamisme dans le tertiaire (+0,3 %).

La Manche est le département le plus dynamique ce trimestre en termes d'emplois (+ 800 emplois ; + 0,5 %), du fait d'une croissance de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand (+ 0,5 %), l'intérim (+ 1,0 %) et surtout l'industrie (+ 1,3 %), notamment dans l'agro-alimentaire. Ce département concentre d'ailleurs 69 % de la hausse régionale de l'emploi dans le secteur de l'industrie. Le Calvados compte près de 700 emplois salariés supplémentaires ce trimestre (+ 0,3 %), grâce à un secteur tertiaire dynamique et surtout une très forte hausse de l'intérim (+ 2,6 %). Enfin, l'Eure gagne 430 emplois (+ 0,2 %), essentiellement dans le tertiaire.

4 Évolution de l'emploi total par département

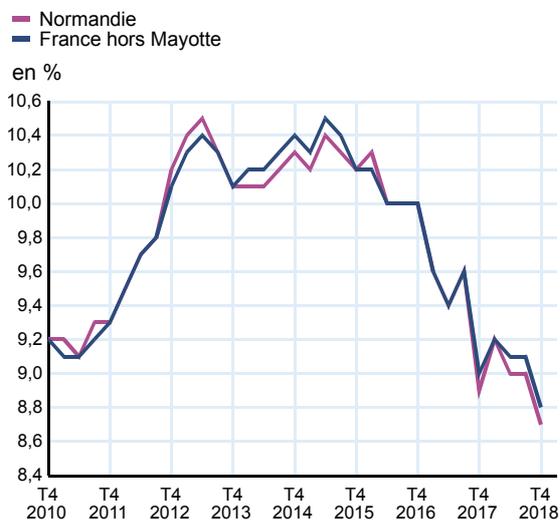


Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Une baisse du taux de chômage ce trimestre

Au dernier trimestre 2018, le taux de chômage s'établit à 8,7 % en Normandie, un taux voisin de la France hors Mayotte (8,8 % ; *figure 5*). Par rapport au trimestre précédent, il diminue de 0,3 point, en Normandie comme au niveau national. Cette diminution s'observe dans tous les départements normands. Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,2 point en Normandie, comme en France hors Mayotte. Il baisse de 0,3 point dans l'Eure, la Seine-Maritime et la Manche et de 0,2 point dans le Calvados. Il diminue très peu dans l'Orne (-0,1 point).

5 Taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

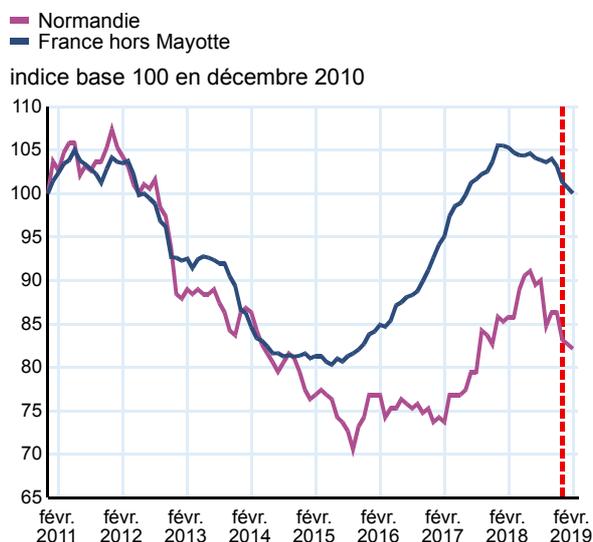
En Normandie, ce trimestre, près de 286 500 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C sont inscrits à Pôle emploi, soit une baisse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est proche de celle du niveau national (-0,8 %) mais, en Normandie, elle perdure depuis quatre trimestres consécutifs. Cette diminution concerne les jeunes de moins de 25 ans (-2,8 %) et, dans une moindre mesure, les demandeurs d'emploi de longue durée (-0,5 %). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus augmente légèrement (+0,2 %).

Cette embellie concerne tous les départements normands, hormis la Seine-Maritime où le nombre de demandeurs d'emploi reste stable par rapport au trimestre précédent. Cette stabilité s'explique par une hausse plus forte du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus (+0,6 %) et une baisse plus modérée du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée. Elle intervient après trois trimestres de baisse.

Le recul des mises en chantier de logements s'atténue et les autorisations repartent

Au dernier trimestre 2018, le cumul sur un an des logements mis en chantier diminue dans la région (figure 6), mais moins qu'au précédent trimestre (-2,2 % contre -7,6 %). La baisse est plus marquée dans l'Eure (-8,9 %) que dans le Calvados et la Manche (respectivement -2,8 % et -3,3 %). En revanche, contrairement au précédent trimestre, les mises en chantier progressent dans l'Orne (+3,6 %) et très légèrement en Seine-Maritime (+0,8 %). En Normandie, le cumul sur un an des mises en chantier diminue en Normandie (-2,9 %), pour la première fois depuis début 2017. Cette baisse pourrait toutefois s'atténuer. En effet, le cumul des logements autorisés à la construction repart légèrement de 0,9 %, après quatre trimestres de baisse. Par contre, au niveau national, la baisse perdure. Cette hausse est particulièrement marquée en Seine-Maritime (+6,9 %) et dans la Manche (+2,5 %). Dans l'Orne, et dans une moindre mesure dans le Calvados et l'Eure, les autorisations reculent.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

Pour les locaux professionnels, au 4^e trimestre 2018, le cumul sur un an de la surface de plancher mis en chantier repart, en Normandie comme au niveau national (figure 7). La construction de locaux professionnels se contracte dans l'Orne (-10,3 %) et en Seine-Maritime (-6,8 %) mais progresse dans les autres départements, particulièrement dans le Calvados (+15,9 %).

Ce dynamisme dans la construction de locaux pourrait perdurer en Normandie, région où les autorisations de construction augmentent, contrairement au niveau national (+2,7 % contre -1,3 %).

7 Évolution de la surface de plancher des locaux commencés à la construction

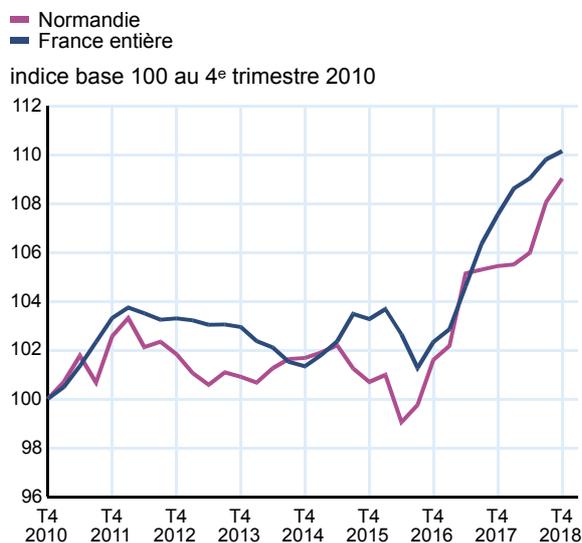


Notes : données brutes en date de prise en compte. Moyenne glissante sur 12 mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Sources : SDES, Sit@del2.

Un dynamisme dans l'hôtellerie plus soutenu en Normandie qu'au niveau national

Plus de 8 millions de nuitées ont été enregistrées dans les hôtels de Normandie sur l'année 2018. Le nombre de nuitées a augmenté de 4,5 % au 4^e trimestre 2018 (figure 8) par rapport au même trimestre de l'année précédente (+1,5 % au niveau national). En Normandie, sur ce dernier trimestre, quatre nuitées sur cinq concernent la clientèle française. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le nombre de nuitées « françaises » progresse de 3,2 % tandis qu'elles diminuent de 0,6 % au niveau national. Une nuitée sur cinq concerne la clientèle étrangère, qui croît fortement au 4^e trimestre 2018, nettement plus en Normandie qu'en France (respectivement +11,2 % contre +5,7 %).

8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul du nombre de nuitées des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Tous les départements normands participent à ce dynamisme de la fréquentation hôtelière. Dans la Manche, la progression du nombre de nuitées est particulièrement forte (+7,8 %), grâce notamment à une clientèle française en croissance (+8,1 %). Le Calvados, l'Eure et l'Orne restent dans la moyenne régionale (de +4,4 % à +4,9 % de nuitées) grâce à une fréquentation étrangère en forte hausse (+12,4 % pour le Calvados, +11,6 % pour l'Eure et +17,9 % pour l'Orne). En Seine-Maritime, le dynamisme est moins soutenu (+1,1 % de nuitées), essentiellement du fait d'une baisse de fréquentation de la clientèle française (-0,6 %).

Les créations d'entreprises en grande forme

Au quatrième trimestre 2018, les créations d'entreprises accélèrent vivement en Normandie (+5,5%), un peu plus qu'en France (+4,2%), après trois trimestres consécutifs de ralentissement (figure 9). Dans la région, l'amélioration concerne les micro-entreprises (+6,7% après +4,7% au précédent trimestre), mais plus encore les entreprises « classiques » (+4,8% après -0,7%). Ces dernières bondissent en Normandie, alors qu'elles augmentent légèrement au niveau national.

9 Créations d'entreprises

- Normandie hors micro-entrepreneurs
- France entière hors micro-entrepreneurs
- Normandie y compris micro-entrepreneurs
- France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

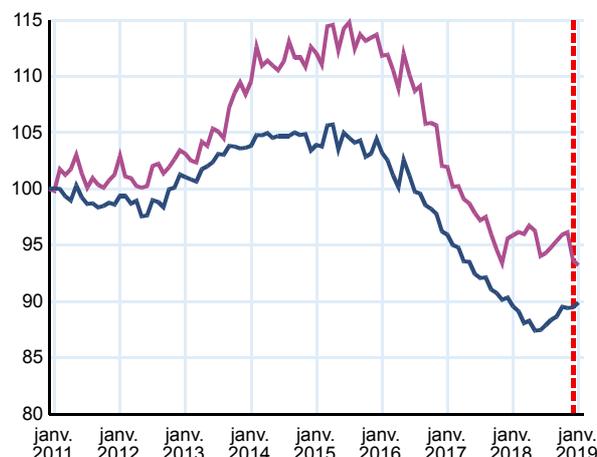
Cette embellie résulte largement du commerce, transport, hébergement et restauration, où les créations d'entreprises progressent de 10,6%. L'industrie est également très dynamique (+14,1%), de même que la construction, malgré un ralentissement (+7,1% après +8,7%).

Les créations dans les services, qui représentent la moitié des créations d'entreprises dans la région, repartent faiblement (+1,0% après -0,6%).

10 Défaillances d'entreprises

- Normandie
- France entière

indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes au 20 décembre 2018, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France.

En cumul sur 12 mois, les défaillances d'entreprises diminuent de 1,8% en Normandie, alors qu'elles progressent de 0,7% en France. Cette baisse succède à une hausse au précédent trimestre (figure 10).

Les défaillances sont en diminution dans le Calvados (-7,1%) et dans l'Eure (-8,3%). En revanche, elles progressent dans la Manche (+1,4%), dans la Seine-Maritime (+3,8%) et sont stables dans l'Orne. Presque tous les secteurs d'activités sont concernés par cette diminution des défaillances. Seuls trois secteurs connaissent une hausse : les transports et entreposage (+4,0%), l'hébergement-restauration (+1,1%) et les activités immobilières (+4,4%).

Contexte international : l'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de +0,3% par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de Hard Brexit intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le shutdown pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

Contexte national : l'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+0,4% de croissance par trimestre après +0,3% au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques. En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de +1,1% à mi-année, après +1,6% de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

Insee Normandie
5, rue Claude Bloch- BP 95137
14024 Caen Cedex

Directeur de la publication :
Daniel Brondel

Rédactrice en chef :
Maryse Cadalanu

Attachée de presse :
Carole Joselier
Tél : 02.35.52.49.17

ISSN : 2105-1151@Insee 2019

Insee Conjoncture Normandie n° 17 - Avril 2019

Pour en savoir plus :

- Pouget J., Tallet F., " Du pouvoir d'achat, dans un contexte de ralentissement européen ", *Note de conjoncture* - décembre 2018

www.insee.fr/fr rubrique Statistiques

- Tableaux de bord de la conjoncture www.insee.fr/fr rubrique Statistiques



Insee
Mesurer pour comprendre